

## BULLETIN MENSUEL D'ANALYSE

NIGER

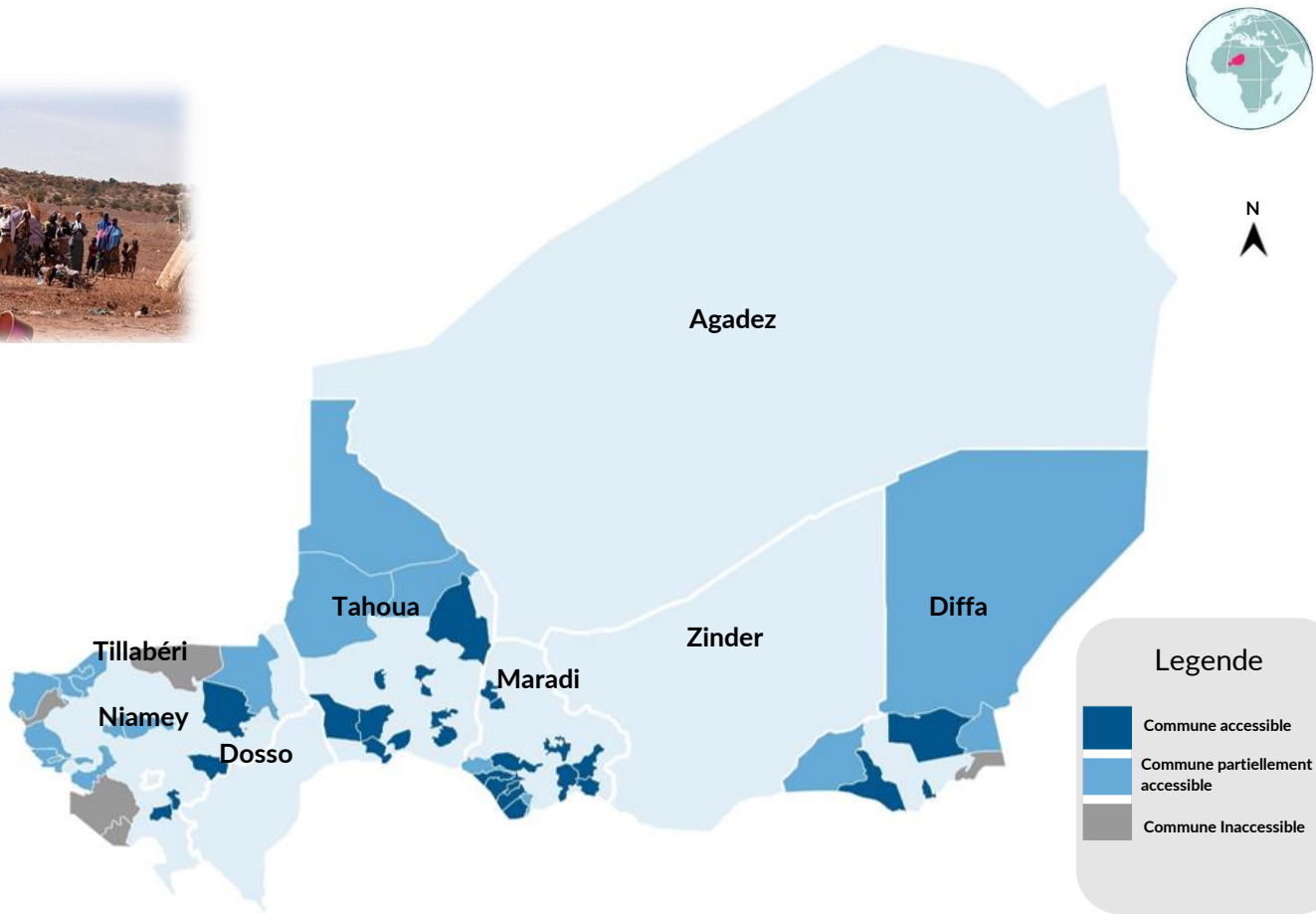
REGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PERIODE : SEPTEMBRE 2022

### ZONES DE COUVERTURE DE COLLECTE DE DONNEES



Photo 1PDIs Tillabéry



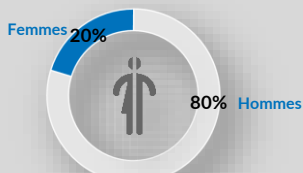
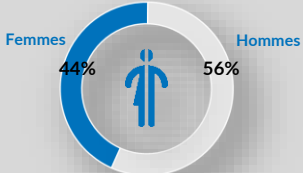
**503** Entretien au total

**326** Ménages

**177** Informateurs Clés

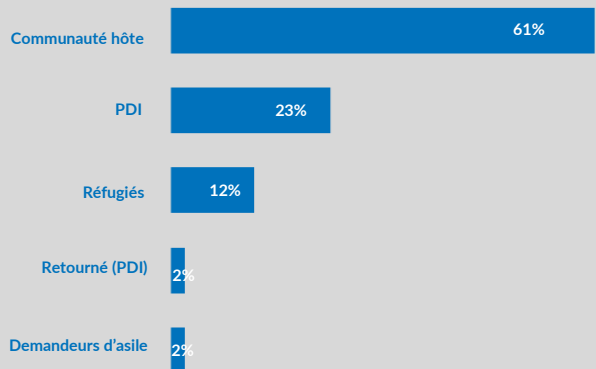
Ménages

Informateurs Clés



### CHIFFRES CLES

#### Répondants par statut (Ménages et Informateurs Clés)



# PROJET 21



## VUE D'ENSEMBLE DU CONTEXTE DE PROTECTION

L'analyse globale des données au mois de septembre 2022 dans les quatre régions (Tillabéri, Tahoua, Maradi et Diffa) montre que le contexte de protection est toujours affecté par l'insécurité. La persistance des menaces physiques et psychologiques, les restrictions de mobilités dues aux menaces et aux mesures administratives d'état d'urgence, les opérations militaires, ainsi que les difficultés d'accès à l'assistance humanitaire sont entre autres préoccupations majeures soulevées par les communautés au cours de cette période.

Il faut aussi noter que mois de septembre marque la fin de la saison pluvieuse au Niger, ce qui pourrait accentuer la pression des groupes armés sur les populations civiles dans les zones en décrues des eaux de pluies.



## L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION

Au mois de septembre 45% des personnes interviewées disent ne pas se sentir en sécurité contre 32% au mois d'août. Cette hausse de sentiment d'insécurité au sein des populations civiles est expliquée par l'augmentation observée des affrontements entre les FDS et les éléments de groupes armés en particulier dans les zones frontalières.

Le sentiment d'insécurité est sévère dans les localités sur la bande de 25km de la frontière dans les régions de Maradi, Tillabéri, et Tahoua et de 25 à 50 km dans la région de Diffa. Dans ces zones 89% des personnes interviewées disent ne pas se sentir en sécurité contre 87% au mois d'août et cela s'explique par le fait que plus de 75% des incidents rapportés par les sources communautaires (rapports monitoring de protection) y sont perpétrés. Les principales raisons d'insécurité ont été les attaques et extorsions de biens 70%, les affrontements FDS/GANE 19% et l'absence des autorités 11%. Pour cette dernière, les personnes interviewées évoquent l'absence des postes militaires permanents, le déplacement de certaines autorités communales ainsi que des leaders traditionnels vers les chefs-lieux des départements et les abandons des postes de fonctionnaires de l'Etat du fait de l'insécurité due aux attaques des GANE.

Le recoupement des données secondaires (rapports du monitoring de protection) sur les incidents de protection au mois septembre dans les régions de Tillabéri et Tahoua ressort que 214 incidents ayant fait plus de 951 victimes civiles dont 98% des hommes et 2% des femmes ont été rapportés.

Pour la région de Maradi 71 incidents ont été rapportés ayant fait 139 victimes civiles dont 66% des hommes et 34% des femmes/filles, la proportion des victimes femmes/filles est très élevée en raison des cas d'enlèvement et des cas d'agression physique de femmes/filles perpétrées par les éléments de groupes armés dans cette région. Dans la région de Diffa, 163 incidents ont été rapportés ayant fait 477 victimes civiles dont 41% sont des cas d'enlèvements de personnes dont la majorité contre demandes de rançons.

La mobilité des personnes et leurs biens est une préoccupation majeure, 47% des personnes interviewées disent rencontrer des difficultés lors des déplacements entre les villages ou vers les marchés hebdomadaires et les chefs-lieux de départements/communes en raison de l'état d'urgence, de la peur, des risques liés aux engins explosifs improvisés, d'attaques physiques, arrestations arbitraires, enlèvements etc.



## IMPACT DES INCIDENTS SECURITAIRE ET DE PROTECTION SUR LES POPULATIONS

L'analyse des données de protection au mois de septembre révèle que les incidents sécuritaires et de protection constituent le premier facteur qui impacte sur le bien-être des populations civiles dans les quatre régions. Ainsi, les enlèvements et tueries de personnes 54%, les extorsions de biens 23% et les incursions/menaces 23% sont les principales typologies d'incidents signalés.

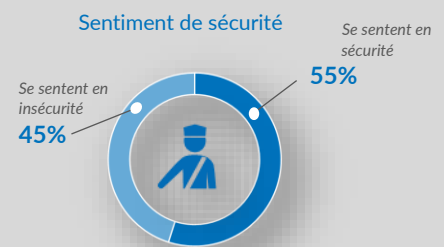
Les résultats des entretiens avec les ménages ressortent que les cas d'enlèvements, les cas de tueries des personnes chefs de ménages est le premier risque de séparations des familles, les femmes et enfants des victimes sont laissés à eux-mêmes sans soutien.

Au mois de septembre 94% des personnes victimes des incidents sécuritaires et de protections toutes catégories confondues étaient des hommes. Il s'agit pour certains des leaders et personnes influentes au sein des communautés. Cette situation augmente la peur et diminue la confiance de vivre ensemble au sein des communautés selon les résultats des entretiens avec les informateurs clés.

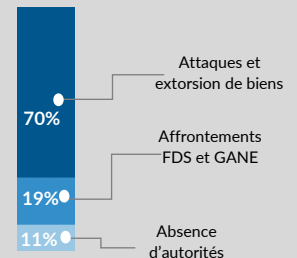
81% des personnes interviewées estiment que les incidents sécuritaires et de protection sont à l'origine des mouvements multiples et internes des populations, de l'effritement du tissu social entre les communautés, la séparation des familles etc.

Au cours de la période les tendances de mouvements de populations observées sont : les mouvements pendulaires 23%, les mouvements primaires 32% et les mouvements retours 45%. Les mouvements primaires sont majoritairement dus aux incidents de protection et les mouvements retours et pendulaires sont généralement dues à la recherche de moyens de subsistances et/ou sur initiatives des autorités locales pour le retour dans les zones d'origines.

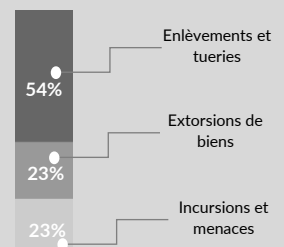
- 78% des ménages interrogés au niveau des quatre régions estiment que le contexte de protection n'a pas connu une amélioration comparativement au mois d'août ;
- Selon les ménages interrogés les risques sécuritaires sont restés constants, d'énormes gaps multisectoriels (abris, santé, wash etc) restent à couvrir, peu de perspectives pour le retour à l'école des enfants PDI en cette veille de la rentrée scolaire (voir p.AES) ;
- 22% des ménages interrogés estiment constater des améliorations en termes d'accalmie sécuritaire et de la disponibilité des moyens de subsistances avec les récoltes saisonnières qui s'annoncent etc.



### Principales raisons d'insécurité



### Principaux incidents observés



### Typologies de mouvements observés septembre



# PROJET 21



## ACCES A L'EDUCATION SCOLAIRE

Selon les résultats des entretiens avec les informateurs clés 52% des personnes interviewées pensent que l'environnement scolaire des enfants n'est pas sécurisé. Les raisons évoquées sont entre autres l'absence de clôtures sécurisant pour les enfants, la distance entre les écoles et les domiciles avec risques d'incidents sur la route, absence de plan d'urgence en cas d'attaque etc.

L'environnement scolaire est affecté particulièrement par l'insécurité avec les attaques contre les écoles, les personnels enseignants, les matériels pédagogiques et les menaces contre les familles qui continuent d'envoyer leurs enfants à l'école. 70% des personnes interviewées pensent que la déscolarisation des enfants est due à la fermeture et destruction des écoles du fait des activités des groupes armés.

Il ressort que le contexte sécuritaire et humanitaire a creusé davantage l'inégalité d'accès à l'éducation entre les filles et les garçons. 33% des personnes interviewées estiment que les filles ont moins de chance d'accéder à l'éducation scolaire que les garçons. Les raisons évoquées sont entre autres : que les filles cours plus de risques en cas d'incidents, le rôle des filles dans l'accomplissement des tâches ménagère, les filles ont moins de chance de finir le cycle scolaire etc.

55% des personnes interviewées dans les zones d'accueils des déplacés internes et réfugiés ne s'attendent pas à une amélioration du taux d'accès à l'école de leurs enfants au cours de l'année scolaire 2022-2023. Entre autres raisons évoquées, les capacités d'accueil des écoles, les effectifs du personnel et matériels pédagogiques restent inchangées malgré les besoins qui augmentent.



## COHABITATION PACIFIQUE

Il ressort que les zones d'accueil des déplacés forcés dans les quatre sont mixtes avec notamment des réfugiés, déplacés internes, les hôtes voir même des migrants. Les régions de Diffa, Maradi, Tillabéri sont plus confrontées à cette cohabitation entre différents statuts de populations. 65% des personnes interviewées disent qu'ils sont satisfaits et ne rencontrent aucune difficulté d'intégration au sein des communautés d'accueil et avec d'autres statuts de populations avec lesquels ils vivent. Cela est en partie liée aux sensibilisations menées sur le terrain par les acteurs afin de consolider la cohabitation pacifique.

Par Contre 27% des personnes interviewées disent être inquiètes et rencontrent des difficultés d'intégration au sein des communautés d'accueil ou avec d'autres statuts de populations. Les raisons évoquées sont entre autres : les distributions d'assistances humanitaires faites majoritairement aux personnes en mouvement forcé au détriment des populations d'accueil, la méfiance et les suspicions réciproques sur des possibles connivences avec les groupes armés, le partage des ressources naturelles surtout les airs de pâturages et l'eau etc.



## PROTECTION DES ENFANTS

Au mois de septembre 30% des personnes interviewées estiment que les enfants sont de plus en plus des victimes directes d'incident de protection. La situation est préoccupante dans les régions de Diffa et Maradi ou des cas d'enlèvements d'enfant sont rapportés. De même, dans la région de Tillabéri des sources communautaires font cas de recrutements d'enfants par les es groupes armés.

Ces typologies d'incidents sont répertoriées parmi les six violations graves des droits de l'enfant de la convention 1612 des Nations Unies. Le rapport de monitoring de protection souligne qu'au cours du mois de septembre 31 d'incidents ayant affectés directement les enfants ont été rapportés dans la région de Maradi dont 17 cas d'enlèvements d'enfants.

12% des personnes interviewées disent avoir connaissance des cas d'enfants séparés, ce qui est une proportion élevée dans le contexte du Niger où les enfants sont pris en charge par les membres des familles élargies. L'environnement de protection des enfants est globalement caractérisé par l'effondrement des mécanismes traditionnels de protection (parents, familles élargies, leaders), de même que les mécanismes formels qui offre un cadre de protection (l'écoles, espaces de jeux et de loisirs etc.).

Trois acteurs de prise en charge sont identifiés au niveau communautaire notamment les ONG 56%, les autorités 22% et les familles d'accueil 22%. Les services offerts varient d'un acteur à un autre (accueils transitoire, PSS etc).



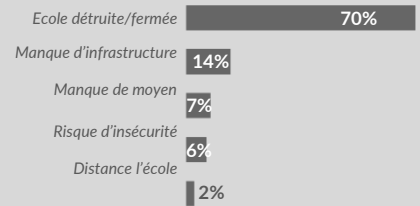
## VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE

Globalement 23% des personnes interviewées dans les quatre régions disent avoir connaissance des cas de VBG au cours des 30 derniers jours à la date des interviews. Ce pourcentage est très élevé dans les zones situées sur la bande de 25 à 50km de la frontières où 81% des personnes interviewées disent avoir connaissance des cas de VBG dont entre autres les agressions physiques et sexuelles, mariages d'enfants, dénis de ressources, l'imposition des accoutrements pour les femmes/filles, mutilations génitales etc.

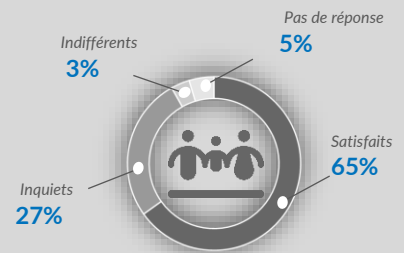
L'analyse des données de protection ressort que les violences basées sur le genre constituent une problématique de protection majeure en particulier pour les femmes/filles. 62% des personnes interviewées estiment que ces dernières sont plus à risques de VBG que les hommes dans le contexte sécuritaire qui affecte les quatre régions. Les raisons évoquées sont : le rôle attribué aux femmes dans la gestion du foyer (l'entretien des enfants, les tâches ménagères etc.), la proportion grandissante des femmes cheffes consécutifs aux départs des hommes qui sont plus victimes des exactions des groupes armes etc.

les typologies de VBG observées pendant la période sous revue sont les agressions physiques, les mariages d'enfants, et les viols et les mutilations génitales. Les cas de viols et mutilations génitales sont sensibles dans le contexte du Niger et cela rend la collecte de données y relatives difficiles.

## Principales raisons de déscolarisation



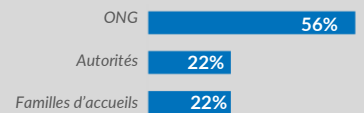
## Cohabitation pacifique



## Connaissance des cas enfants séparés



## Services de prise en charge des enfants séparés



## Connaissance des cas de VBG

